

13

La gauche dans une nouvelle Amérique latine

CARLOS OMINAMI

LES NOTES DE LA FONDATION JEAN-JAURES



Sommaire

L'Amérique latine aujourd'hui	1
La crise du néolibéralisme	3
Le cas du Chili	4
Les nouveaux défis	6
La Bolivie	6
L'Equateur	7
Le Venezuela	7
L'Argentine	10
Le Brésil	11
D'autres cas	12
Les enjeux	14
Une nouvelle Amérique latine	18

La gauche dans une nouvelle Amérique latine

13

PAR CARLOS OMINAMI

L'Amérique latine aujourd'hui

Ce qui, quelques années auparavant, aurait pu être le titre évident d'un essai politique classique a cessé aujourd'hui de l'être. A l'heure actuelle, la référence à l'Amérique latine comme un tout pose le problème d'englober des réalités dont les spécificités nationales apparaissent d'elles-mêmes évidentes. Sous le vocable Amérique latine, sont regroupés des pays continents comme le Brésil aussi bien que des petits pays comme Haïti dont la question de la viabilité a pu se poser par le passé. De la même manière, nous intégrons dans la région des pays comme le Mexique qui, selon certains, fait davantage partie de l'Amérique du Nord que de sa région d'origine. Sont inclus également des



LES NOTES DE
LA FONDATION
JEAN-JAURES

pays comme la Bolivie, qui ont lancé des processus complexes de refondation nationale, et des pays comme le Chili qui, sans le dire aussi explicitement qu'au temps de la dictature militaire, n'a cessé de caresser le rêve d'une intégration directe dans l'économie mondialisée, en frayant le moins possible avec une Amérique latine considérée par beaucoup comme un « quartier mal famé ».

De la même manière, nombreux sont ceux qui contestent la possibilité de parler d'une seule gauche latino-américaine et prédisent même avec enthousiasme l'idée de deux gauches : une populiste et totalitaire, incarnée principalement par le Venezuela et Cuba, et une autre qui se définit comme social-démocrate et moderne et dont les principaux représentants seraient le Brésil et le Chili. Entre ces deux références, se situent des expériences comme celle du Président équatorien Correa et son intense processus de réformes politiques.

Les originalités nationales sont évidentes tant du point de vue de ce qu'ont réussi à être les différents Etats nationaux de la région que de celles relatives à leurs configurations politiques respectives.

Cependant, malgré les multiples différences entre les pays, je considère que l'Amérique latine peut et doit être pensée comme un espace unique parce que, finalement, le sort des uns paraît étroitement lié à celui des autres. Autrement dit, rien ne semble plus utopique que d'envisager des solutions purement nationales, dans le contexte de la mondialisation, même pour les pays de plus grande taille. En ce sens, malgré l'incertitude subsistant à différents niveaux, une affirmation est difficilement contestable : si l'Amérique latine n'atteint pas un degré d'intégration régionale

raisonnablement élevé, elle se condamne purement et simplement à une marginalisation internationale qui ira en s'accroissant.

De ce point de vue, la thèse des deux gauches n'est pas simplement une distinction académique dépourvue de fondement. Il s'agit de plus que cela. En définitive, il importe d'éviter, à tout prix, que la région puisse s'intégrer en assumant la réalité de sa diversité. C'est pourtant ce que sont en train de faire avec succès les Européens en regroupant à présent 27 pays dont les histoires, les économies et les sociétés sont extrêmement diverses.

Dans le contexte de la mondialisation, l'intégration régionale paraît être l'unique possibilité et le choix de la gauche ou du centre gauche l'unique chemin praticable pour atteindre cet objectif.

La crise du néolibéralisme

Bien que les résultats en matière de dynamisme économique ont été très divers, on ne peut nier que, à un moment donné, le néolibéralisme ait représenté une réponse, brutale certes dans la majorité des cas, mais une réponse en fin de compte à une réalité largement marquée dans la région par l'hypertrophie de l'Etat, une autarcie qui favorisait unilatéralement les monopoles nationaux et de forts déséquilibres macro-économiques. Bien que, dans beaucoup de cas, les réformes mises en œuvre aient produit

des effets dévastateurs, il n'est pas possible d'ignorer qu'elles ont obéi à une certaine nécessité d'ouvrir les économies, de contrôler l'inflation et de rationaliser l'appareil étatique.

Avec des succès différents, les réformes économiques ont été mises en place dans la majorité des pays de la région. A la suite de leur mise en œuvre, un sentiment de frustration demeure cependant. Plutôt que des bons résultats en matière de dynamisme et d'intégration dans l'économie internationale, ce qui a dominé a été la désindustrialisation, les pertes d'emplois et l'aggravation de l'hétérogénéité structurelle. Bien qu'ayant suivi presque à la lettre les prescriptions imposées par le Consensus de Washington, les autorités nationales sont nombreuses à se demander pourquoi les réformes n'ont pas abouti aux résultats promis.

Le cas du Chili

On a souvent eu recours à l'expérience du Chili dans ce débat. Les réformes ont réussi au Chili dans des circonstances très particulières. Le Chili les a mises en œuvre de manière précoce, durant la première moitié des années 70. Le pays disposait de surcroît d'une structure institutionnelle et d'un capital humain qui n'était pas disponible dans d'autres pays. De plus, un noyau certain d'entrepreneurs, produit d'un précédent effort d'industrialisation, existait au Chili alors qu'il brillait par son absence dans la majorité des autres pays. Et certainement, l'existence d'une dictature militaire, qui a éliminé toute possibilité de résistance civile et syndicale, a joué également un rôle de premier ordre dans le succès relatif des réformes. A cela, on doit ajouter le fait que la communauté financière internationale avait besoin d'au moins un cas raisonnablement réussi pour l'exhiber au reste du monde

et le Chili, pays de bien petite taille, ne représentait pas une menace aussi forte qu'auraient pu l'être le Brésil ou l'Argentine en concourant avec toutes leurs compétences et tous leurs produits sur les grands marchés internationaux.

Cet ensemble d'arguments m'a conduit à m'opposer aux défenseurs de l'idée d'un « modèle chilien » qui serait parfaitement exportable et applicable sous d'autres latitudes. Au contraire, je considère qu'il s'agit bien plutôt d'une expérience originale qui connaît certains succès mais également des zones grises et que, en aucun cas, il n'est totalement reproductible.

Ce débat est intéressant et vaut la peine d'être suivi parce que les défenseurs de cette idée du « modèle chilien » sont encore nombreux. Pour poursuivre cette discussion, il importe de poser une question centrale : le néolibéralisme peut avoir eu une mission à accomplir dans ce vieux système hérité de la substitution des importations¹ et le développement national. Mais actuellement ses capacités de transformation sont totalement épuisées. Cette manière d'appréhender l'économie de marché n'a rien à apporter aux nouveaux défis de nos pays.

Aujourd'hui, il importe de passer à une économie de l'innovation, de promouvoir un ensemble de droits sociaux universels, d'enrayer la tendance à l'augmentation persistante des inégalités et de relancer les efforts d'intégration régionale. Sur aucun de ces plans, la pensée néolibérale n'est en situation d'apporter des contributions d'une quelconque signification.

1- NdT : Dans les années 50, ce système a consisté à remplacer, au moyen de l'industrialisation, les importations provenant des pays développés.

Les nouveaux défis

La Bolivie

Si l'on veut être un minimum lucide, l'observation du cas bolivien conduit à reconnaître qu'un processus de changement en profondeur est en cours. Plus que de décennies d'exploitation, il faut faire table rase de siècles de stagnation, d'exclusion et de pauvreté des majorités indigènes qui aujourd'hui revendiquent avec une force nouvelle leurs droits ancestraux. Le fait que le Président Morales et le Movimiento al Socialismo (MAS) assument aujourd'hui la direction du pays constitue un phénomène totalement inédit dans l'histoire de ce pays. Quel sera finalement le destin de l'Assemblée constituante et de la nouvelle constitution ? C'est difficile à pronostiquer. Le processus à l'œuvre a cependant mis en évidence un ensemble de tendances difficilement réversibles. La constitution d'une force politique contestatrice de l'ordre historique est une donnée qui a réussi à s'imposer. De la capacité à trouver un accord avec les départements de ce que l'on appelle la Medialuna² dépendra le fait que la Bolivie puisse sceller un pacte qui assure sa stabilité et son intégrité territoriale. La nouvelle configuration sociale et politique rend impensable le retour aux époques passées, quand la majorité était largement exclue. Les caractéristiques de ce nouvel ordre qui se met en place font aujourd'hui l'objet d'un intense débat. Mais une chose est claire : les vieilles oligarchies ne sont pas en condition de ramener le pays en arrière, avant l'émergence du leadership inédit du Président Morales.

2 - NdT : Les départements les plus riches au sud de la Bolivie.

L'Equateur

A bien des égards, le cas de l'Equateur, dirigé par le Président Correa, présente des caractéristiques semblables. Avec lui, la situation politique semble en voie de réorientation, alors qu'elle était jusqu'alors marquée par une succession un peu chaotique de gouvernements corrompus qui étaient rapidement mis en déroute par des mouvements civils et militaires. La démarche du Président Correa paraît avoir une portée et une cohérence qui la différencient substantiellement de celles menées auparavant. Allant à l'encontre d'un sentiment largement partagé, Correa a réussi non seulement à s'imposer largement dans une élection présidentielle mais il a trouvé la force nécessaire pour dissoudre le Congrès et imposer une Assemblée constituante dont le rapport de forces devrait lui permettre de lancer une profonde réforme du système politique équatorien. Montrant une grande habileté tactique à combiner une radicalité sur le plan national et un certain pragmatisme dans ses interventions internationales, le Président Correa paraît également se situer clairement en rupture avec les leaderships classiques qui ont prédominé en Equateur.

Ces dernières semaines, avec l'attaque contre les FARC lancée par la Colombie sur le territoire équatorien, le leadership du Président Correa, au sein de son pays et à l'extérieur, s'est renforcé. A dire vrai, il s'est montré capable de mobiliser une forte solidarité dans la région et dans le monde, solidarité qui s'est reflétée dans la résolution condamnant l'agression colombienne adoptée par l'Organisation des Etats américains (OEA), qui n'est pas précisément un bastion de la gauche et du progressisme dans la région.

Le Venezuela

Le cas qui a retenu le plus l'attention de la communauté internationale est le leadership du Président Chávez et sa révolution bolivarienne au Venezuela. Sans aucun doute, son origine militaire, ses méthodes hétérodoxes, ce mélange de christianisme, de marxisme et de nationalisme n'ont pas engendré le même enthousiasme, particulièrement parmi les élites européennes toujours en quête d'émotions fortes, qu'ont pu le faire, en leur temps, les révolutionnaires cubains et même les sandinistes nicaraguayens.

En aucune manière, Chávez ne peut être présenté comme le « caudillo » latino-américain typique, corrompu et érigeant finalement seul son pouvoir personnel. Le Venezuela a connu un véritable anéantissement des élites gouvernantes qui avaient élaboré un système politique considéré par beaucoup comme l'un des plus solides et des plus stables de la région. L'abondante rente pétrolière générée par le pays était largement suffisante pour financer un processus dynamique de développement qui aurait dû avoir conduit à l'émergence d'un nouvel appareil productif, plus diversifié et doté de solides moteurs endogènes. Dans ces conditions, la pauvreté aurait dû avoir disparu, favorisant l'apparition une société beaucoup plus homogène. Rien de cela n'est arrivé. D'une certaine manière, la rente pétrolière a semblé glisser des mains du pays sans que personne ne puisse établir avec clarté le bon usage de cette énorme quantité de ressources.

Chávez est clairement le produit de cette situation. Son arrivée au pouvoir répond à une volonté de changement très profond de la société vénézuélienne, particulièrement de la part des catégories les plus pauvres qui ont vu se succéder des décennies de gaspillage et de corruption sans que leurs principales attentes soient satisfaites. On trouve là l'explication des succès électoraux de Chávez. On trouve là également l'explication de la défiance du

peuple à l'égard d'une opposition dans laquelle bien des responsables de l'ancien régime jouent encore un rôle important.

Certes, Chávez vient de connaître sa première défaite, avec l'échec du référendum du 2 décembre 2007. Défaite qui est bien plus liée à un certain scepticisme des troupes chavistes que le grand triomphe de ses opposants qui ont gardé pratiquement le même capital de quatre millions de voix obtenues lors des dernières élections présidentielles de décembre 2006.

Cependant, la poursuite de ce processus rencontre un obstacle important : le moment est peut-être venu, pour Chávez, de mettre en œuvre une réforme institutionnelle pour corriger la grave anomalie que constitue le manque de représentation de l'opposition au Congrès national. Il est évident que cette absence résulte de la décision de l'Etat major de l'opposition³ de rester en dehors de ce processus. Mais, afin d'assurer l'ordre démocratique, il faut faire la réforme nécessaire pour que l'opposition soit représentée au Parlement.

3 - NdT : Les différentes forces de l'opposition réunies en un front commun.

L'effort délibéré du Président Chávez de se muer en un « *global player* » sur la scène internationale a beaucoup à voir avec les résistances dont il fait l'objet. Ainsi, autant la cause d'Evo Morales apparaît comme « politiquement correcte », autant celle de Chávez suscite nombre d'appréhensions même chez des catégories de population clairement progressistes. En ce sens, le resserrement de ses liens avec l'Iran et la supposée menace que cela pourrait faire peser sur la paix et le processus de dénucléarisation jouent un rôle important. C'est un fait, cela a eu un impact négatif auprès de vastes segments de l'opinion publique internationale. Et cela indépendamment du fait que ceux qui sont prin-

cipalement à l'origine de ces campagnes soient les puissances qui ont joué et jouent un rôle dans les conflits régionaux principaux et qui ont, depuis déjà pas mal de temps, consolidé un considérable pouvoir nucléaire de guerre.

Il est évident qu'au Venezuela le pouvoir bolivarien est confronté à la nécessité d'adopter des décisions complexes. L'espace qui doit être ouvert à l'opposition, le contrôle d'une situation économique à l'évolution préoccupante et l'épineuse question de la succession de Chávez, que l'on cherchait à éviter avec l'expédient de la réélection indéfinie, sont des questions qui devront être réglées au plus tôt. Mais les circonstances dans lesquelles ces décisions devront intervenir sont substantiellement différentes de celles qui prévalaient seulement quelques décennies plus tôt et, en conséquence, elles devraient orienter le pays dans une autre direction, privilégiant la voie de l'intégration régionale, une plus grande austérité ainsi que plus de participation et de démocratie.

Il est intéressant de souligner le pragmatisme démontré par le Président Chávez après l'agression colombienne en Equateur. Alors que l'on aurait pu craindre une escalade dans le conflit provoquée par le Venezuela, le Président Chávez est devenu une pièce maîtresse dans la recherche de l'accord qui a empêché que le Sommet des Présidents du Groupe de Rio, réuni en mars 2008 en République dominicaine, se solde par une division dramatique du continent.

L'Argentine

Concernant les grands pays, les récents événements en Argentine prouvent également largement la forte réorientation vers des politiques nationales plus autonomes, qui ont eu un succès retentissant. L'Argentine que le Président Kirchner a laissée

n'a plus rien à voir avec ce pays qui était tombé en morceaux à partir de la fuite de La Rúa et la succession de gouvernements d'urgence qui l'a suivie. Que l'Argentine ait encore beaucoup à faire n'est un mystère pour personne. La maîtrise de l'inflation et surtout l'amélioration de la qualité des institutions politiques sont deux défis auxquels il faut s'attaquer dès maintenant et qui marqueront très fortement le bilan de la nouvelle Présidente, Christina Fernández Kirchner.

Même des pays traditionnellement très conservateurs qui ont été davantage des spectateurs de la plupart des convulsions connues par d'autres pays, comme c'est le cas du Paraguay, apparaissent aujourd'hui confrontés à de nouvelles dynamiques, dans lesquelles les revendications démocratiques et participatives, traditionnellement réprimées, commencent à s'exprimer avec plus de force et ont la possibilité de se voir appropriées par des nouveaux leaders qui les expriment de manière plus authentique et plus uniquement instrumentale.

Le Brésil

Pays continent, le Brésil sous la direction de Lula a connu également des changements dans le bon sens. Les avancées n'ont pas été faciles ni linéaires. Dans un contexte de forte instabilité et d'appréhensions de la part de la communauté internationale financière, le Brésil a dû en plus adapter son économie pour absorber progressivement les déficits générés par le second gouvernement de Fernando Enrique Cardoso. Lula s'est caractérisé pendant son premier mandat par la mise en pratique d'une politique particulièrement orthodoxe qui a eu des coûts en termes de croissance mais qui a obtenu des résultats importants en matière de crédibilité et de respectabilité internationale. Sur cette base, il a pu également financer de vastes programmes sociaux qui ont

fait des plus pauvres une source pratiquement inépuisable de soutien social et politique.

Ayant déjà débuté son second mandat et laissant derrière lui la grave crise politique qui avait pratiquement paralysé le Parti des travailleurs, Lula a aujourd'hui la possibilité de se mettre à la tête de ce nouveau courant progressiste latino-américain. Il s'agit ici de rendre le Brésil capable d'articuler sa politique intérieure qui l'a, à plusieurs reprises, conduit à négliger les questions internationales, avec ses responsabilités régionales évidentes et sa volonté légitime de prendre pied solidement dans le club des puissances émergentes qui intègre des pays de l'importance de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

Un Brésil solidement ancré dans une politique post-néolibérale, en capacité d'articuler et de résoudre positivement les conflits régionaux, avec une forte vocation d'intégration régionale, capable d'incorporer la région dans ses négociations avec les grandes puissances constitue une condition *sine qua non* pour envisager une nouvelle Amérique latine qui puisse enrayer avec succès les tendances la poussant à une marginalisation internationale croissante.

D'autres cas

Des pays comme le Panama et le Nicaragua sont de moindre envergure, ce qui rend apparemment moins significative l'évolution de leur situation nationale ; il est tout de même évident que soufflent, sous ces latitudes, des vents nouveaux qui montrent la profondeur des changements en cours dans la région.⁴ Ils peuvent avoir un impact positif sur les autorités plus

conservatrices en place dans d'autres pays d'Amérique centrale.

Bien que ne faisant pas partie des grands pays de la région, l'Uruguay du « Frente Amplio », présidé par Tabaré Vázquez, ne peut être laissé de côté. L'expérience du « Frente Amplio » représente une construction politique solide, extrêmement complexe et sophistiquée, qui a donné à cette République une direction progressiste, marquant, sans extravagances, par sa force.

4 - NdT : Avec, dans ces pays, la victoire des partis de centre gauche, comme c'est également le cas au Guatemala.

Les enjeux

Il est possible que l'une des situations les plus complexes auxquelles sera confrontée la région soit celle liée à l'évolution politique du Chili. A plusieurs reprises élevée au rang de modèle, l'expérience chilienne de la Concertation (coalition de centre gauche) montre, sans doute, plusieurs éléments qui permettent de la qualifier de transition en bon ordre et réussie de la dictature à la démocratie. Le débat que suscite l'expérience chilienne a à voir avec une « fatigue » prématurée de la démocratie qui n'a pas encore fêté ses vingt ans et montre déjà des signes d'épuisement. Près de la moitié de la population potentiellement en âge de participer à l'élection de ses représentants ne l'a pas fait parce qu'elle n'est pas inscrite sur les listes électorales, ne vote pas, s'abstient ou vote blanc. Ainsi, la démocratie est allée en perdant de sa force et de sa capacité à réformer. Ce qui, initialement, constituait des concessions nécessaires pour ne pas agréger à l'opposition des militaires d'autres secteurs, comme les chefs d'entreprise au pouvoir de déstabilisation non négligeable, s'est progressivement transformé en politiques de nature plus permanente. Le résultat de cette évolution est une forte érosion de l'appui populaire à la coalition qui, de loin, a le meilleur bilan de l'histoire républicaine du pays.

C'est bien connu, les batailles en politique sont toujours des batailles pour l'avenir. De ce point de vue, un doute s'est raisonnablement instauré quant à la pérennité de la coalition de centre gauche – la Concertation – qui gouverne les destinées du pays depuis 1990. Le gouvernement de la Présidente Bachelet a entamé la seconde moitié de son mandat. Et après un début tendu et difficile, ne sont pas rares les voix au sein de la

Concertation qui prônent la nécessité d'une politique moins « risquée » qui rendrait, en contrepartie, l'opposition moins belliqueuse. Du point de vue du gouvernement, cela permettrait d'affronter avec plus de sérénité la fin du mandat et de ne pas remettre en cause la principale réalisation de ce gouvernement : le changement culturel que représente pour la première fois la présence d'une femme à la tête du Chili. Quant à l'opposition de droite, elle est perçue comme de plus en plus capable de gouverner et elle est en train d'endiguer le rejet qu'elle subissait dans une grande partie de la population.

Comme tout, cela a un prix : avec une sorte de « co-gouvernement implicite » avec la droite qui pourrait marquer la deuxième partie du mandat de la Présidente Bachelet, ce sont les attentes initiales de nombreuses catégories de la population qui seraient fortement revues à la baisse. Naturellement, à de moindres risques correspondraient également de moindres ambitions. Et cela pourrait paver le chemin d'un triomphe aux élections présidentielles que la droite attend depuis plus de cinquante ans.

Pour sa part, le Pérou d'Alan García paraît constituer un cas particulier. Traumatisé par les graves déséquilibres engendrés durant son premier mandat entre 1985 et 1990, le Président García a fait étalage pendant son second mandat d'un grand pragmatisme, particulièrement en termes économiques. Les prévisions en la matière sont largement favorables mais fondamentalement, et en ce sens le Pérou ne se distingue pas des autres pays, il existe une attente populaire forte qui n'est pas prête à être satisfaite à n'importe quel prix.

La gauche latino-américaine est trop diverse pour qu'une analyse exhaustive puisse être faite dans un texte comme celui-là. Mais ce serait sans doute une omission trop grave de ne pas faire référence à Cuba, pays qui a joué un rôle central dans les destins de la gauche dans la région.

Finalement, Cuba est en train de faire la démonstration que sa révolution a généré un degré suffisamment élevé d'institutionnalisation pour absorber, sans traumatismes majeurs, la disparition progressive de Fidel Castro du premier plan de la direction politique. La question n'est pas secondaire chaque fois que de multiples analystes prédisent une désagrégation rapide du processus à l'œuvre dans des circonstances de ce type. Cuba a une volonté d'exister en tant que Nation qui lui a permis de résister à toutes sortes de pressions. Avec toutes les limites d'un pays en guerre, Cuba et son habileté à sauvegarder son indépendance constituent un actif important pour la région ; il en résulte qu'il est pratiquement impossible d'imaginer un après Fidel qui ne tienne pas compte de ce fait majeur. De toute manière, il est évident que dans les années à venir les pays d'Amérique latine ne pourront échapper à la défense de la cause d'une solution souveraine pour Cuba.

Cette analyse nécessairement panoramique laisse de côté beaucoup d'éléments qui devraient faire partie d'une étude plus exhaustive des chemins empruntés par la gauche dans la région. Par exemple, une telle étude ne pourrait négliger les évolutions complexes en cours dans des pays importants de la région comme la Colombie ou le Mexique. Pour les besoins de cette présentation, nous soulignons deux faits particulièrement pertinents. D'une part, dans les deux pays se sont formées des forces de gauche qui ont abandonné la marginalité. Cela au point que le mou-

vement représenté par Andrés Manuel López Obrador a failli gagner la dernière élection présidentielle et ne sont pas rares ceux qui le considèrent comme le Président légitime du Mexique.⁵ C'est aussi ainsi qu'il faut aussi envisager, dans une autre mesure mais avec des perspectives d'avenir prometteuses, les avancées du Pôle démocratique lors des dernières élections colombiennes. D'autre part, et avec le respect que leur statut mérite, ni le Président Uribe ni le Président Calderón n'exercent le leadership le plus minimal dans le reste de la région.

5 - NdT : Ainsi qu'il a déclaré l'être en septembre 2007.

Une nouvelle Amérique latine ?

L'Amérique latine est une promesse largement inaccomplie. Evidemment, ce qui se dessine devant nous n'est pas le continent leader en matière de révolutions capables de retenir l'attention du monde. Il y a sur ce continent traversé par tant de contradictions aussi flagrantes suffisamment de sang versé pour que ses destinées ne puissent être suffisamment prises au sérieux. Les combats livrés par la gauche durant le siècle passé se sont soldés, pour la majorité d'entre eux, par des défaites retentissantes. Dans une perspective historique, ces défaites peuvent être considérées comme des épisodes dramatiques d'une vaste lutte qui pourra finalement se solder par la victoire du continent. Une victoire qui conduit probablement à une fin différente de celle qu'ont pu imaginer Sandino, Che Guevara, Allende et tant d'autres héros que la gauche a laissés sur sa déjà longue route.

Aujourd'hui, ce qui importe vraiment est que la région puisse enclencher un processus d'intégration régionale qui fasse d'elle un acteur capable de peser dans les grands débats et les décisions qui feront le monde du 21^{ème} siècle. Cela n'est pas seulement un défi de politique intérieure. Pour réussir cette intégration, ces pays doivent pouvoir converger pour atteindre des standards minimaux en matière de dynamisme économique, de qualité des institutions démocratiques et de cohésion et de justice sociales. Et il est très difficile de penser que ces pays puissent réunir les conditions requises s'ils ne prennent pas part à un espace économique et politique élargi qui leur permette un meilleur déploiement de leurs avantages et compétences.

Le défi futur de la région n'a pas les mystères qu'a pu imaginer un Borges, le côté spectaculaire qu'a pu décrire un Neruda ou les fantaisies qu'a imaginées Garcia Márquez. Certes. Mais, en fin de compte, il importe de nous transformer en continent qui devienne pour de bon dynamique, démocratique, juste et solidaire.

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès
Directeur de la publication : Gilles Finchelstein
Rédacteur en chef : Laurent Cohen
Maquette : Martine Savina
Réalisation : Jean-Pierre Pécau

Mars 2008

Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris
Téléphone : 01 40 23 24 00
Télécopie : 01 40 23 24 01
Courriel : fondation@jean-jaures.org
Site internet : <http://www.jean-jaures.org>

Carlos Ominami est vice-président du Sénat chilien depuis 2007 et président honoraire de la Fondation Chile 21. Membre du Comité central du Parti socialiste chilien depuis 1987, il a été ministre de l'Economie du gouvernement Patricio Aylwin entre 1990 et 1992 et élu sénateur en 1994. Auteur de plusieurs ouvrages en français et en espagnol, il a notamment fait paraître *Le Tiers monde dans la crise* aux éditions La Découverte (Paris) en 1984 et *Grandes maniobras estratégicas* aux éditions Nueva Sociedad (Santiago du Chili) en 1990.



LES NOTES DE LA FONDATION JEAN-JAURES

Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris
<http://www.fondation@jean-jaures.org>

ISBN 2-910461-98-X

Prix : 2